Courrier

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **42 (2005)**

Heft 1632

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Les socialistes genevois oublient la croissance

Le PS délaisse à tort l'économie.

Le parti socialiste genevois est peu soucieux de la croissance économique du canton. Son discours sur la question est étonnamment discret. Ce désintérêt procède-t-il d'un choix raisonné ou d'une méconnaissance des mécanismes économiques? Avec l'année électorale qui s'ouvre en 2005, cette question mérite réflexion.

Le canton de Genève sort de 15 ans de quasi-stagnation du produit cantonal. Dans le même temps, les dépenses de l'Etat ont progressé de manière continue et rapide. Ces rythmes divergents débouchent sur des déficits à répétition et une dette imposante. Ce déséquilibre peut être corrigé par une augmentation des recettes, une diminution des dépenses ou une combinaison des deux. Ce qui est sûr, c'est que ce processus de correction sera d'autant moins douloureux que la croissance du produit cantonal sera forte. Outre de favoriser le financement des activités publiques, une croissance économique forte est le seul garant de la mobilité sociale.

Historiquement, la pensée politique socialiste considérait l'effet bénéfique de la croissance comme une évidence. Ce n'est plus le cas. Aspiré par la rhétorique de l'Alliance de gauche, le PS genevois adopte une vision statique de l'économie avec un gâteau existant qu'il s'agit de partager. Vision encore renforcée par l'influence des écologistes qui, souvent, font rimer croissance avec pollution.

Les conséquences de ce désamour des socialistes genevois pour l'économie sont renforcées par la position ambivalente du parti libéral cantonal. Pour ce parti, la croissance devrait être une évidence. C'est loin d'être le cas. Les forces qui le traversent vont de la défense d'intérêts corporatistes jusqu'à une forme nouvelle de romantisme libéral qui consiste, une fois fortune faite, à se préoccuper beaucoup de la défense de la zone agricole…

Le PS a ainsi une occasion de renouer avec un discours pro croissance qui le situerait de manière claire dans le paysage genevois.

Défendre la croissance économique pour «sortir par le haut» du déséquilibre des finances publiques et favoriser la mobilité sociale: si ce n'est pas un programme de gauche, alors qu'est-ce que c'est?

Benoît Genecand, Genève

Une vision partielle et partiale

Un lecteur biennois regrette l'image trop lisse de la ville présentée par «Le centre de la périphérie», article paru dans *DP* n° 1629.

Romand de Bienne depuis neuf ans, ayant des origines et suivi ma formation dans le Jura bernois, je suis dubitatif devant l'image de Bienne que vous projetez. Où devrais-je dire, une vision parmi d'autres, celle de son maire, Hans Stöckli. Si je ne nie pas son dynamisme au niveau économique (mais il a aussi un prix), son dynamisme au niveau des collaborations régionales, et particulièrement avec le Jura bernois, laisse songeur. Au vu de l'histoire et des réalités présentes, ses avis tranchés irritent jusqu'au sein même du PS du Jura bernois. N'hésitant pas à rechercher l'appui des maires UDC du Seeland pour se faire élire au Conseil national, ne désirant pas se rendre sur la place Fédéral soutenir les députés (tous partis confondus) du Jura bernois, ainsi que ceux des cantons du Jura, de Neuchâtel et du Valais, en faveur des crédits aux constructions des routes nationales. Alors que là pour une fois il y avait une vraie frustration, et des projets d'infrastructures routières à défendre en commun!

Revenons au grand sujet: le bilinguisme. Mais est-ce la personne politique la mieux placée pour en parler? J'aurais aimé avoir l'avis divergent d'une personne ayant une vision moins «angélique» et marketing de la situation des francophones biennois! Malgré les chiffres positifs, de nombreux Romands se font les porte-parole d'un recul de l'influence du français en ville de Bienne. Et historiquement ça s'explique. Ce sont les entreprises horlogères qui ont fait venir des ouvriers de l'arc jurassien vers Bienne. A l'image des grands noms de l'industrie horlogère, Omega ou Rolex, entreprises francophones, les Romands se sont implantés à Bienne.

A la suite de la crise de l'industrie horlogère des années septante, le pouvoir des sociétés francophones s'est amoindri et aujourd'hui les nouvelles implantations à Bienne sont le fait de multinationales situées en Suisse alémanique qui privilégieront l'allemand ou l'anglais comme langue de travail. Au niveau des sociétés actives dans les télécommunications, ce sont naturellement des groupes ayant leur centre de décision du côté de Zurich qui ont choisi de s'établir à Bienne. L'administration restet, par contre, majoritairement alémanique. De plus les campagnes de publicité en français sont inexistantes en ville. Les agences de publicité n'ont pas leur pareil pour sentir d'où vient le pouvoir réel dans une communauté!

Mais parlons d'avenir: le Jura bernois a besoin de Bienne, et Bienne a besoin du Jura bernois. Cependant pour Bienne, le Seeland est plus alléchant. Mais comme le rappelait l'article, historiquement Bienne fut rattachée au diocèse de Bâle. Si dans le Jura bernois, à cause de la question jurassienne et d'un complexe d'infériorité, on n'osa pas s'approcher de Bienne, aujourd'hui les mentalités ont évolué.

Or, le poids toujours plus important des Alémaniques de Bienne prépare au pire: une (petite) indépendance du Jura bernois, et par conséquent, la fin de toute existence effective de la communauté romande de Bienne, n'ayant plus la force démographique suffisante vis-à-vis du canton de Berne. Et ceci dans une quasi-indifférence des Romands de Bienne qui s'accrochent à l'acquis.

Hugues Houmard, Bienne